Chartres, 1^{er} décembre 1792, l'an 1^{er} de la République.

Citoyen-Président,

Nous avons été informés ces jours derniers qu'un rassemblement considérable devait se porter sur Chartres, pour y taxer les blés et autres denrées et comestibles. Des émissaires envoyés dans des environs de Courville, où pareil rassemblement avait eu lieu jeudi dernier, nous ont confirmé ce fait, et nous ont prévenus que le rassemblement devait se rendre aux portes de Chartres ce jourd'hui sept heures du matin.

Nous avons, en conséquence, fait toutes les dispositions convenables pour repousser ces citoyens égarés. La garde nationale de celle de Dreux, venu à notre secours ; un détachement de la légion germanique à cheval et à pied ; un détachement de cavalerie républicaine, plusieurs brigades de gendarmerie, et 4 compagnies de canoniers, ont été disposés sur la place de la Liberté et rangés en bataille avec 4 canons en tête.

A huit heures, l'attroupement, composé de 2 à 3,000 hommes armés de fusils, sabres, piques, haches, broches et bâtons, a paru dans le faubourg des Epars ; La municipalité et des députés des deux autres corps administratifs, accompagnés d'un détachement d'infanterie et cavalerie, se sont portés jusqu'au lieu du rassemblement. Le maire, en s'adressant au commandant de cet attroupement, leur a demandé le sujet de leur arrivée en cette ville et les a invités à, nommer sur-le-champ douze députés, pour se rendre sur la place de la Liberté et donner les motifs de leur rassemblement.

Ceux-ci, introduits sur la place, ont déclaré qu'ils venaient signifier la taxe des grains qui avait été faite jeudi à Courville ; demander que cette taxe fût établie à Chartres, comme dans les autres marchés : observant que cet ordre leur avait été donné par le rassemblement de citoyens du district de Châteauneuf, qui était venu jeudi dernier au marché de Courville ; qu'au surplus, la plus grande partie d'entre eux n'était venue que comme forcée, et pour se soustraire au pillage dont ils étaient menacés ; qu'ils suppliaient les corps administratifs de prendre en considération, la misère du peuple qui ne peut se procurer des subsistances au prix ou elles sont portées.

A quoi nous avons répondu qu'il n'était pas en notre pouvoir de taxer les grains ni aucune espèce de denrées ; que la loi s'y opposait formellement et que nous étions prêts à mourir, s'il le fallait, plutôt que de la laisser violer ; que comme un rassemblement considérable ne pouvait être légitimé par aucun précepte, nous étions décidés à les repousser par la force, dans les cas où ils persisteraient dans leur dessein d'entrer dans la ville ; nous avons ajouté aux députés : « Allez-vous-en dire à tous les citoyens égarés, qui sont maintenant rassemblés, que nous exigeons qu'ils mettent bas les armes sur-le-champ. »

Ces députés, obéissant à la sommation, ont les premiers donné l'exemple, en déposant leurs sabres ; et ils se sont retirés pour aller faire part au rassemblement de notre résolution. Dans le même instant, un détachement de cavalerie s'est porté, par un chemin détourné, à la queue du rassemblement, pour empêcher qu'aucun de ceux qui le composaient pût s'échapper, de manière que ce rassemblement s'est trouvé cerné. Alors, et d'après les observations de leurs députés, toutes les personnes du rassemblement ont déclaré qu'elles allaient déposer leurs armes, sauf quelques mutins qui ont été saisis et constitués prisonniers.

Pour opérer ce désarmement, nous avons fait défiler tout l'attroupement sur la place de la Liberté, où toutes les armes ont été déposées en présence de la troupe. A mesure que ces particuliers venaient remettre les armes, un détachement de cavalerie, et de garde nationale les faisait défiler par un chemin détourné, afin qu'aucun d'eux ne pût entrer dans la ville, même désarmé. Cette opération faite, des patrouilles nombreuses se sont portées dans toutes les auberges du faubourg des Epars, pour y faire la recherche des armes que plusieurs particuliers y avaient cachées.

Toutes ces armes ont été rapportées à la maison commune. A midi, le rassemblement s'est trouvé entièrement dissipé ; et chacun de ceux qui le composaient, se sont paisiblement acheminés pour se rendre à Courville et dans les paroisses circonvoisines, en nous assurant qu'ils n'avaient point l'intention de faire de résistance.

Il est doux pour nous, citoyen-Président, d'avoir pu réussir à désarmer ces particuliers, d'avoir fait respecter la loi, sans avoir eu la douleur de verser le sang de nos concitoyens.

Nous espérons, par les mesures que nous allons prendre, avec la force qui nous est arrivée, que nous

parviendrons à rendre le calme au département d'Eure-et-Loir : nous disposerons différents détachements pour se porter dans les marchés voisins, et nous ferons arrêter les personnes qui nous seront dénoncées pour être les moteurs de ces agitations. Nous nous flattons que la Convention nationale s'occupera, sans relâché, de la grande affaire des subsistances, et qu'elle trouvera dans sa sagesse, des moyens de rendre le calme à la République.

Pour nous, Citoyen-Président, nous connaissons l'étendue de nos obligations ; et la Convention peut être assurée que nous ne trahirons jamais notre Serment de maintenir la sûreté des personnes et des propriétés.

Nous sommes fraternellement, citoyen-président.

Les membres du départements d'Eure-et-Loir, du district et de la municipalité de Chartres, réunis.

Delacroix, Gion, Chevard, maire ; S Pener, Chenard, Lambert, Siou, Etienne Jumentier, Maras, procureur général syndic ; Chartier, président du district.

P. S. Nous apprenons à l'instant que les factieux qui forcent les citoyens de se rassembler ainsi, n'ont pas encore perdu toute espérance et qu'ils comptent faire porter sur Chartres, dans peu de jours, un nouveau rassemblement assez considérable pour exécuter leurs projets : ce rassemblement doit être bien armé et muni de canons. Nous croyons cependant pouvoir nous flatter qu'avec les troupes que nous avons et celles qui vont nous arriver, le tout sous le commandement du citoyen Lapoype, maréchal de camp, qui est maintenant à Chartres, nous parviendrons à faire respecter la loi.

Nous prions instamment la Convention de faire donner des ordres au ministre de la guerre de nous faire passer au plus tôt deux milliers de poudre fine et un millier de grosse poudre, attendu que les troupes qui nous sont arrivées ne sont point munies de cartouches, et que nous avons le plus pressant besoin de munitions pour les différentes expéditions qui vont être faites dans l'étendue du département.

Maras, procureur général syndic.